
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

*Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant
partie réglementaire du code de la commande publique:*

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Marché n°2024.27

« Expertise d'analyse des risques professionnels et de l'organisation
du travail au sein d'une unité mixte de recherche publique et un
accompagnement à la définition d'un plan d'actions de prévention
des risques psychosociaux »

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 6 – LIVRABLES – OPERATIONS DE VERIFICATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 8 – PRIX</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 9 – MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 10 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 12 – NORMES</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 13 – ATTRIBUTION ET COMPETENCE</u>	<u>8</u>

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'expertise d'analyse des risques professionnels et de l'organisation du travail au sein d'une unité mixte de recherche publique et un accompagnement à la définition d'un plan d'actions de prévention des risques psychosociaux.

Conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique. La présente consultation fait l'objet d'un groupement de commandes (nommé Université de Lille) entre les établissements d'enseignement supérieur suivants :

- L'Université de Lille,
- L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
- L'Institut Pasteur de Lille
- le Centre National de la Recherche Scientifique Hauts-de-France

Les caractéristiques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé sous la forme la procédure adaptée selon les dispositions des articles L.2123-1, et R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la commande publique.

Le marché est composé d'un lot unique. Il s'agit d'une prestation de service et de suivi ne pouvant être effectuée que par un seul prestataire, relatif au caractère de risques psychosociaux avérés. Expertise à la demande des membres de F3SCT/F4SCT.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✓ 1. **L'ATTRI 1 (acte d'Engagement)** et son annexe dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, complété, daté et signé, avec le cachet de l'entreprise, le nom lisible du signataire et sa qualité (joindre les pouvoirs et délégations permettant d'agir à cet effet).
- ✓ **Annexe à l'acte d'engagement (Annexe financière et technique)**
- ✓ 2. **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi,
- ✓ 3. **Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi.
- ✓ 4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel le 01 avril 2021 et disponible sur
[:https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341)

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque, et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français de même les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée maximum équivalente à la réalisation de l'ensemble des livrables.

ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Lieux d'exécution des prestations

Campus Santé Recherche
Bâtiment Pôle Recherche
1, place de Verdun
59000 LILLE

Campus Santé Recherche
Bâtiment EGID
1 place de Verdun
59000 LILLE

Le titulaire remettra un planning prévisionnel conformément aux différentes étapes identifiées dans le CCTP.

ARTICLE 6 – LIVRABLES – OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG / FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

⇒ Etape de l'opération de vérification quantitative et qualitative :

⇒ ADMISSION 1 :

Etape 1 : La livraison du livrable 1 (incluant les étapes 1 à 9 de l'article A.5 du CCTP) devra être constatée de manière contradictoire ;
→ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison des livrables 1, 2 et 3 incluant les étapes concernées (1 à 16) à l'article 7 du présent CCAP.

Etape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du livrable.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 1, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du livrable 1.

⇒ **ADMISSION 2 :**

Etape 1 :	La livraison du livrable 2 (incluant les étapes 10 à 12 de l'article A.5 du CCTP) devra être constatée de manière contradictoire ; ➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison des livrables 1, 2 et 3 incluant les étapes concernées (1 à 16) à l'article 7 du présent CCAP.
Etape 2 :	Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du livrable.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 2, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du livrable 2.

⇒ **ADMISSION 3 :**

Etape 1 :	La livraison du livrable 3 et réunions de restitution finale (incluant les étapes 13 à 16 de l'article A.5 du CCTP), devra être constatée de manière contradictoire ; ➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison des livrables 1, 2 et 3 incluant les étapes concernées (1 à 16) à l'article 7 du présent CCAP.
Etape 2 :	Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du livrable.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 3, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du livrable 3.

ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD

Les pénalités pour non-respect des délais peuvent être cumulées dans la limite de 40% du montant total du marché.

En ce qui concerne le délai de livraison des livrables 1,2 et 3 incluant les étapes concernées (1 à 16)

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si le délai de livraison des livrables 1, 2, 3 et les étapes concernées indiqué dans le planning prévisionnel du titulaire est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités. Le taux journalier des pénalités est fixé à **SOIXANTE EUROS (60 €) par étapes, hors T.V.A.** Elles seront calculées en jours ouvrés.

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

En ce qui concerne la qualité des documents et des présentations (étapes 4,9,10,12,15 imposées dans l'article A.5 du CCTP).

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si le comité de pilotage justifie d'une appréciation défavorable quant aux qualités des documents et/ou des présentations réalisés, le titulaire encourt,

sans mise en demeure préalable, des pénalités. Le montant des pénalités est fixé à **CINQ CENT EUROS (500) hors T.V.A** par document et/ou présentation.

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

En ce qui concerne la qualité du document (étape 13 de l'article A5 du CCTP).

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si le comité de pilotage justifie d'une appréciation défavorable quant à la qualité du document, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités. La pénalité est fixée à **MILLE EUROS (1 000 €), hors T.V.A.** Elles seront calculées en jours ouvrés.

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 8 – PRIX

8.1 - Forme des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

8.2 - Prix de règlement

Conformément à l'article 10 du CCAG/FCS, le prix de règlement des prestations objets du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euro du titulaire. A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la livraison.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents, y compris tous les frais de déplacements, de restauration, d'hébergement, des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

ARTICLE 9 – MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT

9.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture (une facturation par phase d'admission). La facture sera établie à compter de la décision d'admission des différents livrables.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- la mention : « **marché n° 2024.27** »
- le n° de bon de commande (**commençant par 45...**)
- la désignation de l'entité publique,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- la désignation en clair du matériel,
- la quantité,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC).

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, le Service Facturier sera dans l'obligation de retourner les factures.

9.2 - Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'Université, après l'admission du matériel.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

9.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

9.4 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille sise Rue du Barreau-BP60149 - 59653 VILLENEUVE D'ASCQ.

9.5 - Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

9.6 - Cautionnement

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement.

ARTICLE 10 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance forfaitaire sera versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 – NORMES

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes homologuées.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION ET COMPETENCE

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG/ FCS

Il est dérogé aux articles 14 et 27 à 30 du CCAG/FCS par les articles 6 et 7 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/FCS
article 6	articles 27 à 30
article 7	article 14

Fait en un exemplaire original unique

A le.....

A Lille, le

Le Représentant désigné de la société
(*prénom, nom + signature + cachet commercial*)

Le Pouvoir adjudicateur